

Afrique du Sud : l'ANC entre populisme et raison

@rib News, 28/08/2008 â€“ Source AFPLe CongrÃ©s national africain (ANC), ultra-majoritaire en Afrique du Sud depuis la chute de l'apartheid en 1994, est tiraillÃ© entre populisme et raison avant des Ã©lections gÃ©nÃ©rales en 2009 qui pourraient entraÃ©ner de profonds changements Ã la tÃªte du pays. FracturÃ© depuis le congrÃ©s qui, en dÃ©cembre 2007, a renversÃ© direction depuis huit ans aux mains du prÃ©sident Thabo Mbeki, l'ANC veut rassurer, mais certains de ses dirigeants adressent de troublants signaux.

"Le problÃ©me est qu'ils (la nouvelle direction du parti) expriment des opinions radicalement diffÃ©rentes l'une de l'autre", souligne Robert Schrire, chercheur en sciences politiques Ã l'UniversitÃ© du Cap. "Cela participe davantage de la confusion que d'une forme de stratÃ©gie." "Les investisseurs Ã©trangers, les entrepreneurs nationaux, tous les gens qui s'inquiÃ©tent de l'avenir, ne peuvent pas distinguer qui parle au nom de qui", dÃ©ploire-t-il. Ces derniÃ©res semaines, certains comme le vice-prÃ©sident de l'ANC Kgalema Motlanthe ont ainsi soutenu l'indÃ©pendance de la Justice, alors que d'autres l'attaquaient de front pour dÃ©fendre le populaire Jacob Zuma, nouveau chef du parti et rival de M. Mbeki, qui est poursuivi pour corruption. L'ANC est restÃ© sans voix lorsque de fervents partisans de M. Zuma, dont le prÃ©sident de la Ligue de la jeunesse de la formation, Julius Malema, se sont dits prÃ©ts Ã "tuer" pour que leur hÃ©ros accÃ©de en 2009 Ã la tÃªte de l'Etat. Dans le mÃªme temps, des membres de la nouvelle direction tenaient de franches rÃ©unions avec des entrepreneurs ou des reprÃ©sentants de la minoritÃ© blanche, reconnaissant des errements et promettant d'inflÃ©chir la politique dans des domaines contestÃ©s. Un semblant d'unisson se dessine autour de la remise en cause de la discrimination positive, pilier de M. Mbeki, qui contraint les entreprises Ã employer en fonction de la race, parfois aux dÃ©pens de la qualification dans un pays oÃ¹ la majoritÃ© noire est toujours largement privÃ©e d'une Ã©ducation correcte. M. Motlanthe, qui vient d'intÃ©grer le gouvernement Mbeki en tant que "ministre Ã la prÃ©sidence" pour assurer une transition en douceur, rÃ©pÃ©te que "la politique ne va pas changer simplement parce qu'il y a eu un changement de direction". L'ANC ne va pas amender la Constitution "Ã des fins nÃ©fastes", affirme-t-il aussi en rÃ©ponse Ã des informations selon lesquelles le parti envisage de protÃ©ger le chef de l'Etat en exercice contre toute poursuite judiciaire. Mais ses efforts sont rÃ©duits Ã nÃ©ant lorsque le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral Gwede Mantashe taxe par exemple les juges dans l'affaire Zuma de "contre-rÃ©volutionnaires". L'ANC "veut envoyer un signal aux marchÃ©s, pour Ã©viter la panique" avant les Ã©lections gÃ©nÃ©rales du deuxiÃ©me trimestre 2009 dans la premiÃ©re Ã©conomie du continent, relÃ©ve Adam Habib, du Conseil de recherches en sciences humaines. En mÃªme temps, la nouvelle direction doit "rÃ©pondre aux attentes de la base, qui l'a Ã©coulÃ©e sur la promesse d'une meilleure Ã©coute" des plus pauvres, souligne Aubrey Matshiqi, du Centre d'Ã©tudes politiques Ã Pretoria. NdlrÃ : Pour rappel, c'est l'Afrique du Sud qui conduit la mÃ©diation rÃ©gionale dans la processus de paix au Burundi. Avant son limogeage en 2005 de la vice-prÃ©sidence sud-africaine, Jacob ZUMA Ã©tait le principal reprÃ©sentant de la mÃ©diation.